



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

38 | 2009

Savoirs occultés : du magnétisme à l'hypnose

David TODD, *L'identité économique de la France. Libre-échange et protectionnisme (1814-1851)*

Paris, Grasset, 2008, 490 p. ISBN : 978-2-246-71181-0. 22,50 euros

François Jarrige



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3892>

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2009

Pagination : 151-152

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

François Jarrige, « David TODD, *L'identité économique de la France. Libre-échange et protectionnisme (1814-1851)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 38 | 2009, mis en ligne le 04 septembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3892>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

David TODD, *L'identité économique de la France. Libre-échange et protectionnisme (1814-1851)*

Paris, Grasset, 2008, 490 p. ISBN : 978-2-246-71181-0. 22,50 euros

François Jarrige

- 1 D'où vient que la France semble imperméable au libre-échange ? Pourquoi la « culture protectionniste » est-elle si puissante dans l'hexagone ? On répond souvent à ces questions par des lieux communs éculés sur la supposée exception française. David Todd suggère de revenir aux sources en proposant une archéologie minutieuse de l'émergence du conflit entre libre-échange et protectionnisme dans la première moitié du XIX^e siècle. Le libre-échange et le protectionnisme ne sont pas des discours cohérents et fermés sur eux-mêmes mais des constructions historiques étroitement imbriquées dans les enjeux politiques et sociaux. Leur émergence ne saurait être ramenée à une simple lutte entre intérêts économiques, ni subsumée dans le débat d'idées entre spécialistes d'économie politique. La méthode suivie par David Todd pour repenser ce problème s'inspire de l'histoire intellectuelle de l'école de Cambridge, elle se nourrit des travaux d'Emma Rothschild sur les origines de l'économie politique et de ceux de Frank Trentmann sur la constitution d'une culture libre-échangiste en Grande-Bretagne¹. Elle vise à penser ensemble les théories économiques en conflit et les groupes sociaux qui les portent.
- 2 La fixation de la « culture protectionniste » française est le résultat d'une reconfiguration progressive du débat sur le commerce international entre 1814 et 1851 présentée en quatre tableaux successifs. Sous la Restauration c'est d'abord le discours des prohibitions qui domine (1814-1824). Les élites reprennent le discours mercantiliste hérité de l'Ancien Régime pour justifier le maintien du système douanier établi par Napoléon. Cette politique prohibitive repose sur une représentation organiciste de la société et sur le besoin de retour à l'ordre après les troubles de la Révolution et de l'Empire. À partir de 1825, le langage libre-échangiste, pensé comme le prolongement du libéralisme politique, commence à se diffuser. Il est défendu par une coalition hétéroclite d'économistes

libéraux autour de Jean-Baptiste Say, et de propriétaires fonciers et viticoles intéressés à l'exportation. Par ailleurs, les idées libérales britanniques sont alors propagées par John Bowring, véritable prophète du libre-échange en France comme ailleurs dans le monde². Au milieu des années 1830, divers groupes de pression demandant la suppression du protectionnisme douanier voient le jour.

- 3 Pourtant, à peine commencent-elles à conquérir certaines franges de l'opinion que les thèses libre-échangistes sont contrebalancées par de vives réactions nationalistes. Entre 1834 et 1844 s'impose en effet le langage de la Nation. Des grands patrons comme l'industriel roubaisien Mimerel, l'économiste Charles Dupin ou l'agronome Mathieu de Dombasle se font les chantres d'un nationalisme économique jugé nécessaire pour apaiser les tensions sociales nées des transformations économiques. Cette « réaction nationaliste » est le produit des craintes suscitées par l'industrialisation sur le modèle anglais. Dans ce contexte, le modèle britannique perd de son influence au profit du système national d'économie politique théorisée à l'époque par l'Allemand Friedrich List. Entre la circulation internationale des idées protectionnistes et l'action militante efficace des groupes de pression, comme le Comité pour la défense du travail national, le tournant des années 1840 voit se répandre dans l'opinion la « nouvelle rhétorique économique nationaliste » (p. 326). Il restait à l'auteur à montrer comment s'impose finalement le langage du protectionnisme à la fin de la monarchie de Juillet. La campagne d'opinion libre-échangiste orchestrée par Bastiat sur le modèle de l'*Anti-Corn Law League* de Cobden est un échec car elle est tiraillée par les tensions et les divisions politiques. À l'inverse, la campagne protectionniste est un plein succès, elle conquiert l'opinion en adoptant une rhétorique anglophobe aux accents démocratiques. La gauche socialiste et démocratique elle-même se rallie au protectionnisme qui triomphe finalement en 1848. Si le gouvernement provisoire et l'assemblée constituante s'occupent peu de politique commerciale dans un premier temps, les opinions protectionnistes de Thiers finissent par l'emporter, entérinant le divorce entre libéralisme politique et libéralisme économique en France.
- 4 Ce livre retrace donc la victoire progressive du protectionnisme dans la culture politique et économique française. Pour cela, il utilise des sources et des terrains d'observation très variés qui montrent la circulation incessante des débats entre groupes sociaux. Il suit les controverses au Parlement, dans la presse, dans les places de fabriques. Il étudie aussi bien les traductions législatives des débats économiques que les conflits sociaux quotidiens engendrés par l'administration des douanes. Il ne limite pas son analyse aux auteurs canoniques mais il s'attache aussi au vaste continent de la littérature secondaire, comme les pétitions et les brochures dont les tirages sont minutieusement décrits. Cet ouvrage à l'érudition impeccable et au style sobre offre en définitive une relecture importante des débats économiques de la première moitié du siècle. Il fera date dans un champ d'étude généralement peu fréquenté par les historiens français. Il soulève néanmoins quelques questions qui invitent au débat. N'y a-t-il pas une tension, voire une contradiction, entre l'affirmation que le libre échange et le protectionnisme sont des idées en perpétuelle évolution d'une part et qu'il existerait une « culture protectionniste » propre à la France de l'autre ? Le concept flou « d'identité économique » ne renvoie-t-il pas à une approche essentialiste contradictoire avec l'idée que les théories économiques sont des constructions historiques ? N'y a-t-il pas aussi le risque de faire renaître le thème de l'exception française, qu'on recherchait autrefois dans le supposé

« colbertisme » hexagonal, et qui ressurgirait ici sous les traits d'une culture protectionniste qui deviendrait, une fois fixée, atemporelle ?

NOTES

1. . Emma Rothschild, *Economic Sentiments: Adam Smith, Condorcet and the Enlightenment*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2001 ; Frank Trentmann, *Free Trade Nation: Consumption, Commerce, and Civil Society in Modern Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2008 (voir le compte rendu précédent).

2. . David Todd, "John Bowring and the Global Dissemination of Free Trade", *Historical Journal*, n° 51, 2008, p. 373-397.